



Assemblée générale

Distr. générale
5 juillet 2023
Français
Original : anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Compte rendu analytique de la 10^e séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 23 juin 2023, à 10 heures

Président : M^{me} Rambally (Sainte-Lucie)

Sommaire

Question des Samoa américaines (*suite*)

Question d'Anguilla (*suite*)

Question des Bermudes (*suite*)

Question des Îles Vierges britanniques (*suite*)

Question des Îles Caïmanes (*suite*)

Question de la Polynésie française (*suite*)

Question de Guam (*suite*)

Question de Montserrat (*suite*)

Question de la Nouvelle-Calédonie (*suite*)

Question de Pitcairn (*suite*)

Question de Sainte-Hélène (*suite*)

Question des Tokélaou (*suite*)

Question des Îles Turques et Caïques (*suite*)

Question des Îles Vierges américaines (*suite*)

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org)

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Rapport du séminaire régional pour le Pacifique

Clôture de la séance

La séance est ouverte à 10 h 25.

Question des Samoa américaines (suite)
(A/AC.109/2023/1 ; A/AC.109/2023/L.10)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.10 : Question des Samoa américaines

1. Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.10 est adopté.

Question d'Anguilla (suite) (A/AC.109/2023/2 ; A/AC.109/2023/L.11)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.11 : Question d'Anguilla

2. Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.11 est adopté.

Question des Bermudes (suite) (A/AC.109/2023/3 ; A/AC.109/2023/L.12)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.12 : Question des Bermudes

3. Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.12 est adopté.

Question des Îles Vierges britanniques (suite)
(A/AC.109/2023/4 ; A/AC.109/2023/L.14)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.14 : Question des Îles Vierges britanniques

4. **La Présidente** dit que, à la demande du Premier Ministre des Îles Vierges britanniques, le vingt-et-unième alinéa du préambule devrait être révisé comme suit : « Consciente de l'appartenance du territoire, en tant que membre associé, à la Communauté des Caraïbes, à l'Organisation des États des Caraïbes orientales et à l'Association des États de la Caraïbe ».

5. Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.14, tel que révisé oralement, est adopté.

Question des Îles Caïmanes (suite)
(A/AC.109/2023/5 ; A/AC.109/2023/L.15)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.15 : Question des Îles Caïmanes

6. Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.15 est adopté.

Question de la Polynésie française (suite)
(A/AC.109/2023/7 ; A/AC.109/2023/L.24)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.24 : Question de la Polynésie française

7. Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.24 est adopté.

Question de Guam (suite) (A/AC.109/2023/9 ; A/AC.109/2023/L.16)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.16 : Question de Guam

8. Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.16 est adopté.

Question de Montserrat (suite) (A/AC.109/2023/10 ; A/AC.109/2023/L.17)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.17 : Question de Montserrat

9. Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.17 est adopté.

Question de la Nouvelle-Calédonie (suite)
(A/AC.109/2023/11 ; A/AC.109/2023/L.22)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.22 : Question de la Nouvelle-Calédonie

10. **M. Sarufa** (Papouasie-Nouvelle-Guinée), s'exprimant également au nom des Fidji et présentant le projet de résolution, dit qu'à la suite du référendum sur l'autodétermination tenu le 12 décembre 2021, la Nouvelle-Calédonie se trouve à un tournant décisif. La Puissance administrante, le gouvernement du territoire et le peuple de Nouvelle-Calédonie doivent donc engager un dialogue pacifique en vue de résoudre toute question liée au processus d'autodétermination et de s'efforcer d'atteindre la pleine autonomie. Dans le projet de résolution, les auteurs reconnaissent les efforts et l'engagement constants de la Puissance administrante, du gouvernement du territoire et des signataires de l'Accord de Nouméa, et encouragent la coopération visant à trouver la voie à suivre.

11. Bien que les éléments saillants de la résolution de l'année précédente conservent leur pertinence pour le projet de résolution à l'examen, une référence à l'évolution récente de la situation a été ajoutée à celui-ci à la suite de consultations informelles. La Puissance administrante ayant exprimé des préoccupations quant à plusieurs éléments du projet de résolution, des amendements supplémentaires ont été incorporés au texte soumis à l'examen du Comité.

12. Le onzième alinéa du préambule du projet de résolution amendé porte sur le résultat et les conséquences du troisième référendum d'autodétermination. La version précédente du projet comportait quatre mentions des préoccupations de la Puissance administrante, au

onzième (ancien dixième), au dix-huitième (ancien seizième) et au trente-et-unième (ancien vingt-septième) alinéas du préambule, ainsi qu'au paragraphe 6. Toutefois, la Puissance administrante a jugé que ces références n'étaient pas équilibrées et devaient être allégées. À la suite de consultations bilatérales, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Fidji ont décidé de ne mentionner ces préoccupations qu'au onzième alinéa du préambule et de supprimer les autres occurrences. Le paragraphe 6 a également été amendé pour indiquer le taux officiel de participation au référendum, à savoir 43,87 %.

13. Dans sa version initiale, le paragraphe 8 soulignait l'importance du processus électoral pour avancer vers l'autodétermination. La Puissance administrante a considéré que le libellé initial ne reflétait pas suffisamment bien la situation au lendemain du troisième référendum. Le paragraphe 8 a donc été amendé pour souligner que lors des futures consultations entre les parties concernées, il importerait de prendre des mesures appropriées pour atteindre la pleine autonomie.

14. Le paragraphe 9 porte sur la question de l'autodétermination à la suite du troisième référendum. La Puissance administrante a estimé qu'il fallait formuler la question sous un angle positif en mentionnant la pleine autonomie, au lieu de s'attarder sur l'autodétermination dans le cadre de l'Accord de Nouméa. Une référence à la pleine autonomie a aussi été ajoutée au paragraphe 15.

15. Le paragraphe 33, qui évoque l'action menée dans le cadre de l'audit du processus de décolonisation, a été ajouté au projet de résolution à la suite des travaux effectués par un cabinet de consultants privé indépendant engagé par la Puissance administrante. Bien que celle-ci ait jugé le libellé du paragraphe ambigu, aucun changement n'y a été apporté. La version amendée du projet de résolution est équilibrée et juste, représente les vues de toutes les parties concernées et appuie les aspirations du peuple de Nouvelle-Calédonie.

16. *Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.22 est adopté.*

Question de Pitcairn (suite) (A/AC.109/2023/12 ; A/AC.109/2023/L.18)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.18 : Question de Pitcairn

17. *Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.18 est adopté.*

Question de Sainte-Hélène (suite) (A/AC.109/2023/13 ; A/AC.109/2023/L.19)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.19 : Question de Sainte-Hélène

18. *Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.19 est adopté.*

Question des Tokélaou (suite) (A/AC.109/2023/14 ; A/AC.109/2023/L.23)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.23 : Question des Tokélaou

19. **M. Sarufa** (Papouasie-Nouvelle-Guinée), s'exprimant également au nom des Fidji et présentant le projet de résolution, dit que le texte reprend celui de l'année précédente, sauf pour ce qui est des références aux faits récents et d'un certain nombre de modifications techniques mineures.

20. **M^{me} Gross** (Secrétaire du Comité) indique que l'Indonésie s'est portée coauteure du projet de résolution.

21. *Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.23 est adopté.*

22. **M^{me} Dhanutirto** (Indonésie) dit que la délégation indonésienne appuie les mises à jour factuelles du projet de résolution, qui illustrent l'esprit de confiance et de coopération qui règne au Comité spécial.

Question des Îles Turques et Caïques (suite) (A/AC.109/2023/15 ; A/AC.109/2023/L.20)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.20 : Question des Îles Turques et Caïques

23. *Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.20 est adopté.*

Question des Îles Vierges américaines (suite) (A/AC.109/2023/16 ; A/AC.109/2023/L.21)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.21 : Question des Îles Vierges américaines

24. *Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.21 est adopté.*

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (A/78/65 ; E/2023/68 ; A/AC.109/2023/L.9)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.9 : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

25. Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.9 est adopté.

Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes (A/AC.109/2023/L.6)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.6 : Activités économiques et autres préjudiciables aux intérêts des peuples des territoires non autonomes

26. Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.6 est adopté.

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (A/AC.109/2023/L.25)

Projet de résolution A/AC.109/2023/L.25 : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

27. Le projet de résolution A/AC.109/2023/L.25 est adopté.

Rapport du séminaire régional pour le Pacifique (A/AC.109/2023/CRP.1 ; A/AC.109/2023/CRP.2)

28. La Présidente appelle l'attention sur le projet de conclusions et de recommandations du séminaire régional pour le Pacifique qui s'est tenu du 24 au 26 mai 2023 à Bali (Indonésie) (A/AC.109/2023/CRP.1) et sur le projet de rapport sur les travaux du séminaire (A/AC.109/2023/CRP.2).

29. La Présidente croit comprendre que le Comité souhaite adopter le projet de conclusions et de recommandations du séminaire ainsi que le projet de rapport, et les inclure dans le rapport qu'il doit présenter à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session.

30. Il en est ainsi décidé.

31. M. Pérez Ayestarán (Venezuela) indique que le Venezuela a déjà proposé aux membres du Comité spécial d'accueillir le séminaire régional pour les Caraïbes de 2024. La délégation d'Antigua-et-Barbuda a fait une offre similaire. Toutefois, à la suite d'échanges bilatéraux et par esprit de solidarité, le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda a décidé de retirer son offre. La délégation vénézuélienne espère donc que le Bureau et les membres du Comité pourront examiner

la question rapidement pour parvenir, sinon à une décision, du moins à un accord en vue de l'organisation du prochain séminaire régional au Venezuela. Cet accord permettrait d'entamer les consultations sur le mémorandum d'accord à conclure avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que sur les préparatifs administratifs et logistiques. L'allocation des ressources présente des difficultés en raison des effets négatifs du blocus commercial, économique et financier imposé au Venezuela, dans le cadre d'un ensemble de mesures coercitives unilatérales appliquées illégalement par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

32. M. Sarufa (Papouasie-Nouvelle-Guinée) dit que sa délégation est heureuse d'avoir rempli la fonction de rapporteuse du séminaire régional à quatre reprises depuis 2018. Le dernier séminaire en date a été le premier en neuf ans à être organisé dans la région du Pacifique. Il incombe aux autres États du Pacifique, dont la Papouasie-Nouvelle-Guinée, d'envisager d'accueillir le séminaire en 2025.

33. M^{me} Dhanutirto (Indonésie) dit que les projets de rapport et de conclusions illustrent l'esprit de dialogue et de collaboration dont ont fait preuve tous les participants au cours du séminaire. Les résultats obtenus à Bali devraient permettre d'accomplir de nouveaux progrès dans le processus de décolonisation.

34. M^{me} Pichardo Urbina (Nicaragua) dit que, compte tenu de sa vaste expérience en la matière, le Gouvernement vénézuélien sera en mesure de répondre aux attentes et d'accueillir avec succès le séminaire régional pour les Caraïbes de 2024. Compte tenu des considérations logistiques soulevées, il serait important d'approuver l'offre du Venezuela dès que possible.

35. La Présidente salue l'offre de la délégation de la République bolivarienne du Venezuela. Étant donné que le Comité se réunira en février 2024 pour décider des questions d'organisation, une décision finale sur le séminaire régional pour les Caraïbes de 2024 sera prise à cette occasion, conformément à la pratique établie.

Clôture de la séance

36. La Présidente suggère que le Comité autorise le Rapporteur à établir le rapport que le Comité spécial doit présenter à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session. Une fois le rapport achevé et approuvé par le Bureau, le Comité devrait autoriser le Rapporteur à le soumettre directement à l'Assemblée, conformément à la pratique établie.

37. Il en est ainsi décidé.

38. Après avoir adressé les remerciements d'usage aux membres du Comité et au personnel du Secrétariat, **la Présidente** déclare la session close.

La séance est levée à 11 h 55.